



Jeudi 12 Mai

Journée nationale de Grève, pour dire non à « EL KHOMRI » et au 49.3

11H30 rassemblement à la portière Montbéliard.

Trop, c'est Trop ! Stop

La colère qui monte est le résultat de la situation de travail qui se dégrade et les salariés du public, comme du privé, le savent. Ils y sont confrontés tous les jours : 70% d'entre eux pensent que ce nouveau projet de loi est mauvais pour eux, il est une atteinte sans précédent à leurs droits.

La clé de voûte de ce projet de « loi travail » repose sur le fait de privilégier l'accord d'entreprise au mépris des accords collectifs. C'est pourtant ce cadre, Code du Travail et négociations collectives, qui sécurisent les salariés. Aujourd'hui, 90% des salariés sont couverts par une convention collective.

Rester Mobilisé pour faire pression sur nos parlementaires.

Malgré les différentes mobilisations et le rejet par les parlementaires de la loi travail (El Khomri), **le gouvernement a décidé de passer en force en utilisant l'article 49-3.**

Ce texte peut encore être bloqué en demandant aux députés socialistes de soutenir la motion de censure qui sera présentée par la droite. C'est aujourd'hui le seul moyen d'empê-

cher le gouvernement de nous imposer une modification du code du travail qui ne convient pas à l'immense majorité : (petites et moyennes entreprises et salariés).

Il est temps que la démocratie s'exerce de nouveau. Pour cela les députés socialistes qui considèrent que ce texte est contraire aux valeurs qu'ils défendent doivent soutenir la motion de censure déposée par la droite et qui d'office permettra de rejeter ce texte.

Nous sommes tous concernés par cette loi et par la précarité qu'elle provoquera. Mobilisons-nous

Jeudi 12 Mai, un rassemblement inter syndical à 12h30 devant la sous-préfecture de Montbéliard pour dire STOP au recul social

Rassemblement à Belfort 10H00 devant la maison du peuple

TOUS ENSEMBLE pour dire STOP !

Localement et centralement, tous les syndicats (sauf la CGT) viennent de donner leur accord pour imposer de nouveaux sacrifices à l'ensemble des salariés de l'usine de Rennes.

Cet accord à Rennes annonce sans doute la couleur pour l'accord de compétitivité (NCS 2), que la direction espère imposer pour tout le groupe PSA, et dont les « discussions » vont démarrer le 11 mai.

À Rennes comme ailleurs, les attaques n'ont pas cessé depuis des années : plus de 10 000 emplois ont été supprimés, et des pans entiers de l'usine passent à la sous-traitance. Et après le blocage des salaires en vigueur depuis mars 2012, la direction de Rennes vient de supprimer la prime d'équipe sous prétexte de passer les salariés en Normale.

Mais ça ne suffit pas à la direction ! Elle a agité la promesse d'un « projet véhicule » qui pourrait voir le jour dans les prochaines années, pour imposer immédiatement une cure d'austérité pour les salariés de Rennes : **Poursuite du blocage des salaires et des augmentations individuelles jusqu'à fin 2019.** ^{v/} Perte sur la prime d'équipe dans l'hypothèse du retour au 2x8.

^{v/} **Suppression pure et simple des jours de congés supplémentaires durement acquis pour les salariés de plus de 50 ans** (1 jour en + jusqu'à 53 ans, 2 jours en + à 54 ans, 3 jours en + à 56 ans). **Et en contrepartie, aucune embauche en CDI !**

Pendant des dizaines d'années, la production de voitures dans telle ou telle usine n'a jamais été soumise à un « accord ». Alors la CGT n'acceptera jamais de participer à un chantage patronal où les salariés seront de toute façon perdants. Car nos sacrifices ne garantiraient qu'une seule chose : les profits des PDG et de la famille Peugeot, mais certainement pas nos emplois qui continuent d'être liquidés !

ACCÉLÉRATION DE LA SOUS-TRAITANCE EN LOGISTIQUE

À Mulhouse, la direction vient d'annoncer son intention de sous-traiter plusieurs secteurs de Logistique (recadencement) à l'entreprise ISS. À Sochaux, ces mêmes secteurs passent aussi à la sous-traitance, et dans ces 2 usines la direction envisage de vendre aussi le recadencement des grosses pièces (moteurs, échappements, etc.).

À Trémery et Caen, ce sont des magasins de pièces qui sont vendus à d'autres sous-traitants. Elle ne vend pas toute l'activité d'un coup, c'est parce qu'elle craint une chose : la réaction collective des salariés.

Au-delà de la Logistique, nous devons avoir conscience que nous sommes tous concernés par ce découpage en morceaux des usines.



La direction pratique une politique dite de L'artichaut, tous les jours une usine, un secteur, un service, une prestation est externalisée. Au nom de la compétitivité et du profit, et toujours au détriment des salariés du GROUPE PSA. Tous ensemble soyons unis, pour arrêter cette politique industrielle destructrice pour tous les salariés du GROUPE PSA.